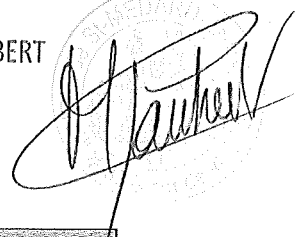


Le Maire
Mireille CONTE JAUBERT



**CONVENTION DE SERVITUDE
RESEAU SOUTERRAIN - RESEAU AERIEN - MISE A LA TERRE**

Commune : **ST MEDARD DE GUIZIERES**
Libellé de l'affaire : **SECURISATION SUR POSTE "POMPAGE"**

Opération N° **447 175 ER01**

Ligne : **basse tension 230/400volts**
(Désigner la ligne par ses extrémités et indiquer la tension)

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2224-31 ;
- VU le Code de l'Energie, notamment ses articles L.323-4 à L.323-9 ;
- VU le décret n°67-886 du 6 octobre 1967 ;
- VU le contrat de concession de distribution publique d'électricité en vigueur, signé entre l'autorité concédante et le concessionnaire ;

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE 12 Rue du Cardinal Richaud 33300 BORDEAUX	ET	Commune de St Médard de Guizières Adresse : Mairie, 9 Esplanade du 18 juin , 33230 ST MEDARD DE GUIZIERES Numéro de téléphone : 05 57 56 45 45 Courriel : s.mairie@saintmedarddeguizieres.fr
Représenté par son Président dûment habilité à cet effet, et désigné ci-après par l'appellation "le SYNDICAT", d'une part,		Agissant en qualité de propriétaire(s) désigné(s) ci-après par l'appellation "le /les propriétaire(s)", d'autre part, [1]

[1] Si indivision : faire autant d'exemplaires originaux que d'indivisaires

Le Maire
Mireille CONTE JAUBERT

Envoyé en préfecture le 18/06/2024

Reçu en préfecture le 18/06/2024

Publié le

20 JUIN 2024

ID : 033-213304470-20240612-036_2024-DE

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la ou les parcelle(s) ci-après désignée(s) (sauf erreur ou omission du cadastre) lui appartient / appartient :

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit
St MEDARD de GUIZIERES	E	312	LE BOURG-EST

Le propriétaire déclare en outre que la ou les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est / sont actuellement :

Exploitée(s) par lui-même

Exploitée(s) par M

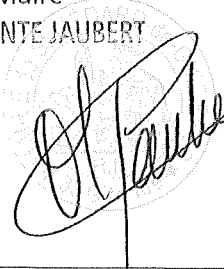
Demeurant à

Non exploitée(s)

CECI EXPOSE, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1 : Droits de servitudes consentis au SYNDICAT

Après avoir pris connaissance, du tracé de la (des) ligne(s) souterraine(s) et/ou aérienne(s) sur la (les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît au SYNDICAT, maître d'ouvrage des installations souterraines et/ou aériennes qu'il se propose d'établir, une servitude aux caractéristiques suivantes figurant sur le(s) plan(s) ci-annexé(s) à la présente convention visant à : (voir tableau page suivante)



Envoyé en préfecture le 18/06/2024
Reçu en préfecture le 18/06/2024
Publié le 20 JUN 2024
ID : 033-213304470-20240612-036_2024-DE

RESEAU SOUTERRAIN	<input type="checkbox"/> Y établir une servitude de passage de --- néant --- mètres de réseaux électriques tels que prévus au plan annexé ,
	<input type="checkbox"/> A poser --- néant --- remontée(s) aéro-souterraine(e) sur support, ou bien, à l'extérieur des murs ou façades en terrain privé ou donnant sur la voie publique y compris protection mécanique et câblage
	<input type="checkbox"/> Etablir en limite des parcelles cadastrales --- néant --- bornes de repérage ;
	<input type="checkbox"/> Effectuer l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toute plantation, qui se trouvant à l'emplacement de la ligne électrique , gêne sa (leur) pose ou pourrait par sa croissance occasionner des avaries aux ouvrages. --- sans objet ---
COFFRETS	<input type="checkbox"/> Y établir à demeure --- NEANT --- coffret électrique.
RESEAU AERIEN	<input checked="" type="checkbox"/> Etablir à demeure 1 support(s) pour conducteurs aériens d'électricité, repéré(s) 4, et néant --- ancrage pour conducteurs aériens d'électricité.
	<input checked="" type="checkbox"/> Faire passer les conducteurs aériens d'électricité au dessus des dites parcelles, sur une longueur totale d'environ 58 mètres.
	<input type="checkbox"/> Faire passer les conducteurs aériens d'électricité fixe sur les façades des dites parcelles, sur une longueur totale de --- néant --- mètres.
	<input type="checkbox"/> Couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement où des conducteurs aériens d'électricité gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement, leur chute ou leur croissance , occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages conformément au décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011.
MISE A LA TERRE	<input type="checkbox"/> Confection d'une tranchée, sur une longueur de --- néant --- mètres, pour réalisation d'une mise à la terre.

Par voie de conséquence, le SYNDICAT ou le concessionnaire de la distribution publique sur la (les) propriété(s) leurs agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par l'un d'entre eux en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions du SYNDICAT, du concessionnaire ou toute personne dûment mandatée à cet effet, sauf en cas d'urgence.

Article 2 : Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la (les) parcelle(s), conformément à l'article L.323-6 du code de l'énergie.

Toutefois, le propriétaire s'interdit de faire, sur le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1er, aucune plantation d'arbres ou arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître au concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception adressé au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; le concessionnaire sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception et d'informer par écrit le SYNDICAT dans le même délai.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, le concessionnaire sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par le concessionnaire et à ses frais, conformément au cahier des charges de concession. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison d'obstacle apporté à la réalisation des projets.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, le concessionnaire sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

Article 3 : Indemnisation éventuelle

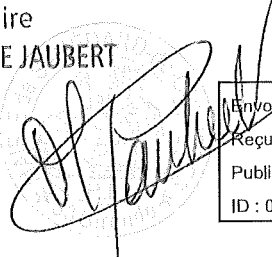
La présente convention est conclue à titre gratuit.

Néanmoins, elle reconnaît au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages. S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une estimation fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le Tribunal compétent du lieu de situation de la (des) parcelle(s). Les dégâts seront à la charge du SYNDICAT ou de ses entrepreneurs dans le cas où ils sont causés par la construction de l'ouvrage. Ils seront à la charge du concessionnaire s'ils sont causés par la surveillance, l'entretien ou la réparation des ouvrages.

Article 4 : Responsabilités

Le propriétaire ou, le cas échéant, tout autre exploitant de la (les) parcelle(s), sera dégagé de toute responsabilité à l'égard du SYNDICAT ou du concessionnaire de la distribution publique d'électricité, pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait aux ouvrages faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant d'un acte de malveillance de sa part.

Le concessionnaire garantit le propriétaire ou, éventuellement tout autre exploitant, contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par des tiers en réparation de préjudices éventuellement causés par les ouvrages objets de la présente convention sous réserve que l'atteinte résulte d'une cause autre qu'un acte de malveillance de la part du propriétaire.



Envoyé en préfecture le 18/06/2024
Reçu en préfecture le 18/06/2024
Publié le 20 JUN 2024 S'LO
ID : 033-213304470-20240612-036_2024-DE

Article 5 : Effets de la présente convention

En vertu du décret n°67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit, que des tiers, les effets de la déclaration d'utilité publique prévue par l'article L.323-4 du code de l'énergie. Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à la (les) parcelle(s) concernée(s) par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Article 6 : Stipulation pour autrui

Le SYNDICAT déclare qu'il entend stipuler dans le présent acte, tant pour lui-même que pour le concessionnaire de la distribution publique d'électricité, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation des ouvrages faisant l'objet de la présente convention.

Article 7 : Protection des données à caractère personnel

Le SYNDICAT s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, adresse mail, numéro de téléphone, adresse et numéro de la parcelle, carte d'identité, extrait de l'acte d'état civil, copie du titre de propriété), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données. Conformément à la législation applicable, le propriétaire dispose d'un droit d'accès et de rectification concernant ces données. Pour exercer ses droits, le propriétaire peut contacter le SYNDICAT en envoyant un courriel à l'adresse suivante : dpd@sdeeg33.fr.

Article 8 : Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à dater de la signature par les parties et est conclue pour la durée de la ligne dont il est question à l'article 1 ci-dessus ou de toute autre ligne qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de la ligne existante, ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

Fait en quatre exemplaires

a : St. Médard de Guizières

le : . . .

Le Président du SYNDICAT

Lu et approuvé

Le Propriétaire

Signature précédée de la mention "Lu et approuvé"



Envoyé en préfecture le 18/06/2024

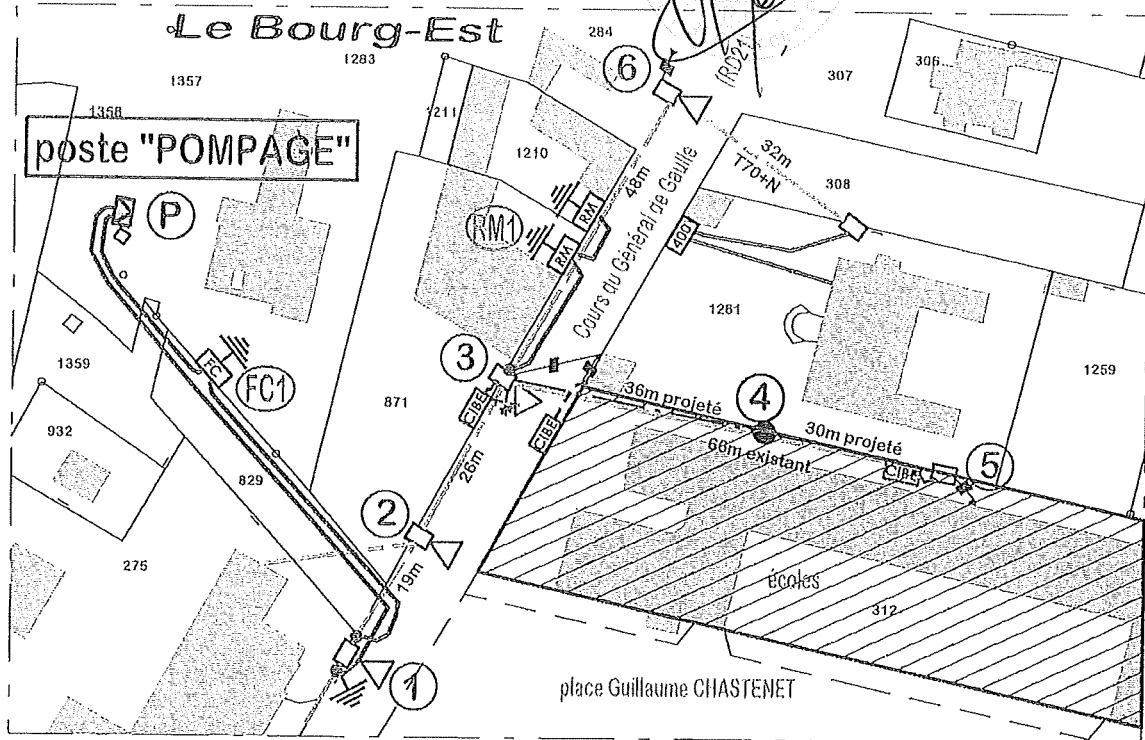
Reçu en préfecture le 18/06/2024

Publié le 20 JUN 2024

ID : 033-213304470-20240612-036_2024-DE

SAINT MEDARD DE GUIZIERES

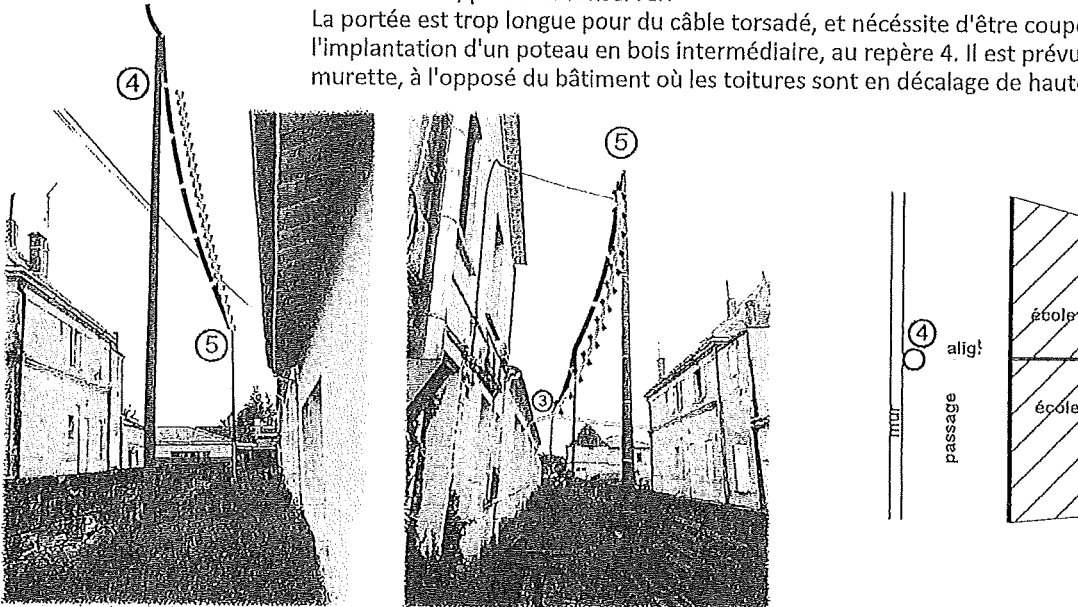
SECURISATION SUR POSTE "POMPAGE"



Réseau aérien actuellement en fils nus entre les poteaux 3 et 5, prévu à remplacer par un câble torsadé isolé. (comme celui qui est dans l'alignement de la rue)

Poteau 3 et 5, prévus à conserver.

La portée est trop longue pour du câble torsadé, et nécessite d'être coupée en deux avec l'implantation d'un poteau en bois intermédiaire, au repère 4. Il est prévu à poser contre la murette, à l'opposé du bâtiment où les toitures sont en décalage de hauteur.



EXEMPLAIRE A RETOURNER SIGNE SVP

Parcelle(s) concernée(s) : 312
E

a. St. Médard de Guizieres

Le .

Signature:



Le Maire
Mireille CONTE JAUBERT

NUMERO DE TELEPHONE
auquel on peut vous joindre :
(pour établir le rendez-vous pour les travaux)

OBSERVATIONS EVENTUELLES :